

913

MARCELLO  
CAETANO

# EN DÉFENSE DE LA LIBERTÉ

DISCOURS PRONONCÉ A LA  
SÉANCE DE CLÔTURE DU  
CONGRÈS DE L'A.N.P.  
LE 6 MAI 1973

1168



MARCELLO CAETANO

# EN DÉFENSE DE LA LIBERTÉ

DISCOURS PRONONCÉ À LA  
SÉANCE DE CLÔTURE DU  
1<sup>ER</sup> CONGRÈS DE L'A.N.P.  
À TOMAR, LE 6 MAI 1973

SECRETARIAT D'ÉTAT DE L'INFORMATION ET DU TOURISME

1973



INCORPORAÇÃO

S.N.F.  
8914  
1768IN DEFENSE  
OF THE LIBERTY

Messieurs les Congressistes:  
Mesdames,  
Messieurs,

Le premier Congrès de l'Action Nationale Populaire touche à sa fin. Et nous ne pouvons manquer de nous féliciter de la manière dont il s'est déroulé, ainsi que des conclusions auxquelles il a abouti et qui ont été approuvées de manière si expressive.

L'objectif de notre association civique est, aux termes de ses statuts, de promouvoir la participation des citoyens à l'étude des problèmes de la Nation portugaise et la pratique des solutions pour ces problèmes les plus conformes aux principes qui orientent son action.

Le Congrès a été divisé en diverses sections où ont été présentées des communications sur ces problèmes, ainsi que des solutions, par les membres de notre Association qui exercent des fonctions gouvernementales, et par le Ministre de l'Education Nationale.

Il nous a semblé que c'était-là la meilleure méthode à suivre. En effet, les auteurs de ces communications, en raison des fonctions qu'ils occupent, disposent d'une ample

information et de possibilités de vision de l'avenir. C'est pourquoi ils étaient tout indiqués pour exposer devant cette Assemblée les grands thèmes actuels de la politique portugaise.

La discussion de ces communications de base et l'examen de quelques centaines de communications d'affiliés, dont beaucoup d'une grande valeur, ont permis de dresser un bilan inestimable de la conjoncture nationale, que la publication immédiate des travaux permettra de porter à la connaissance du plus grand nombre possible de Portugais.

Nous avons eu l'occasion, avec la participation de nos cadres, de mettre au point les conclusions qui constituent la base d'un programme d'action pour les prochaines années.

Base d'un programme, ai-je dit. En effet, il me semble dangereux de définir, dans un monde aussi changeant, des lignes d'action rigides. Celui qui gouverne doit conserver toujours une large possibilité d'adaptation aux circonstances. Il doit disposer toujours d'un vaste pouvoir d'ajustement aux réalités.

Et l'essentiel est d'observer les principes fondamentaux qui nous inspirent: la subordination à l'intérêt national, le respect de la personne humaine, entendue comme l'insertion des valeurs individuelles dans la vie sociale dont les exigences ne peuvent être ignorées, la défense de la famille et des communautés locales et professionnelles, la reconnaissance de la propriété privée et de la libre entreprise, conditionnée cependant aux exigences de leur fonction sociale, le respect de l'État, où, le pouvoir doit exprimer l'intérêt général et disposer d'autorité pour se placer au-dessus

des egoïsmes des groupes ou des classes, le refus du recours à la violence et à la lutte pour obtenir l'amélioration progressive des conditions de vie du peuple portugais, qui doit être atteinte au moyen de l'éducation et par l'accès à la culture, le développement de la production et la juste répartition des revenus.

Ceux qui acceptent ces principes fondamentaux et qui considèrent leur application, dans la vie portugaise, comme une condition essentielle de paix et de progrès, ne sont pas tous affiliés à l'Action Nationale Populaire.

Tout d'abord, parce que l'esprit d'association n'est pas très accentué chez les Portugais, ensuite parce que beaucoup nourrissent une vieille méfiance à l'égard des mouvements politiques, qui fait qu'ils s'écartent même d'une association civique. En troisième lieu, parce que beaucoup de gens n'aiment pas se compromettre. Et finalement, parce que, dans les milieux locaux, existent parfois des rivalités personnelles ou de groupe qui empêchent les gens de la même idéologie d'agir en commun, et même, parfois, de coexister.

Malgré tout, je crois que jamais, au Portugal, une association civique n'a rassemblé un aussi grand nombre d'affiliés et dispose de cadres aussi vastes.

Et j'ai la certitude que, dans tout le pays, d'innombrables personnes, pour qui la politique que nous réalisons est la seule conforme à l'avenir du peuple portugais, acceptent et adhèrent à nos principes.

On parle beaucoup aujourd'hui d'ouvertures. Or bien, l'A. N. P. est ouverte. L'A. N. P. est ouverte, comme association, à l'inscription de tous ceux qui se proposent de collaborer dans nos rangs à l'oeuvre commune. Elle est

ouverte à la coopération de tous ceux qui communient dans nos principes, où qu'ils se trouvent.

Mais l'ensemble de ces principes, qui constituent l'Article 2 de nos Statuts, est un énoncé de valeurs que nous ne pouvons abdiquer. En relation à ces valeurs, aucune concession n'est possible, aucun compromis n'est admissible. Au-delà, cependant, reste une large marge où l'on peut admettre l'existence de divergences — de tactiques, de méthodes, de rythme, de manières d'agir.

Nous sommes donc ouverts et prêts à collaborer avec tous ceux qui se proposent de lutter pour l'intégrité de la Patrie, pour la dignité des hommes, pour la défense de la famille, pour la libre initiative, pour l'autorité de l'État, pour l'ordre public, pour la réforme sociale.

Et dans ce domaine, ceux qui se joignent à nous peuvent être certains qu'ils interprètent la volonté inéluctable de l'écrasante majorité du peuple portugais.

Les doctrinaires de la révolution sociale viennent nous dire que le peuple portugais est peu politisé. Ils veulent signifier par là que le peuple portugais ne les accepte pas et ne les suit pas...

Car, ceux qui pensent que notre peuple ne sait pas ce qu'il veut et ce qui lui convient se trompent profondément.

Le peuple portugais, qui s'est battu généreusement en défense des Provinces d'Outre-Mer, ne veut pas que ces provinces portugaises soient livrées à des mouvements créés, soutenus, subventionnés, armés, appuyés, manoeuvrés par des intérêts étrangers.

Le peuple portugais veut que soit poursuivie l'action grâce à laquelle, tous les jours, sont ouvertes de nouvelles

écoles et de nouvelles perspectives d'avenir pour ses enfants. Mais, en revanche, il ne veut pas, il refuse catégoriquement que le désordre, l'indiscipline et la subversion s'installent dans les écoles qui sont ouvertes pour éduquer la jeunesse; et il ne veut pas que, devant la passivité du corps enseignant, des minorités révolutionnaires, audacieuses, imposent leur dictature à la masse des étudiants, empêchent leur travail et leurs études et affectent gravement la formation des techniciens et des cadres dirigeants dont le pays a besoin.

Cette perturbation scolaire fait partie d'une manoeuvre parfaitement planifiée. On se propose, ouvertement, de priver la société dite bourgeoise de ses éléments actifs. Personne ne doute plus aujourd'hui de ce que l'agitation universitaire est commandée par des motifs purement politiques et non pédagogiques ou académiques; et que les écoles supérieures ont été choisies parce que c'est là que sont formés les cadres sociaux et parce qu'elles jouissent d'immunités traditionnelles qui les ont transformées en un sanctuaire d'un accès difficile aux autorités civiles. Mais là où l'autorité académique cesse d'être respectée ou se révèle inefficace, une autre autorité devra s'imposer. Et cette autorité ne peut être celle des soviets d'étudiants qui font la loi et l'imposent tyranniquement à la grande masse de leurs collègues.

Aujourd'hui, les étudiants de certaines écoles savent déjà parfaitement ce que signifie la démocratie populaire et combien il en coûte de diverger, si peu que ce soit, des déterminations des mouvements associatifs communisés. Je pense que ces étudiants sont suffisamment éclairés sur le

concept et la pratique des libertés civiques de la part de ces nouveaux démocrates...

Le peuple portugais veut qu'on le laisse travailler en paix. Il a la notion des réalités; il sait ce que valent les promesses irréalisables et ce que signifie, en compensation, un effort constant et honnête pour aller au-devant de ses nécessités et résoudre sérieusement ses problèmes.

L'opposition spéculé sur l'émigration et prétend conférer un sens politique à ce qui constitue un phénomène endémique de la vie nationale. Elle ne dit pas que, dans les vingt dernières années, le développement des pays industriels du centre et du nord de l'Europe a créé des centres d'attraction de la main-d'oeuvre, où sont payés des salaires élevés, en échange de conditions de travail extrêmement dures; que, bien avant que le mouvement ne soit parvenu au Portugal, ces pays avaient déjà absorbé des quantités énormes de travailleurs de la démocratie Italie, de l'Algérie, de la Tunisie, de l'Espagne, de la Grèce, de la Yougoslavie, de la Turquie... et que l'Europe a surgi aux yeux des Portugais, habitués à émigrer de longue date de l'autre côté de l'Atlantique, comme un destin plus proche qui leur permettait de venir périodiquement visiter leur pays et leurs familles, et de penser sans cesse au jour où, après avoir accumulé un pécule raisonnable, il leur serait possible de revenir dans leur Patrie.

Des enquêtes fréquentes réalisées parmi les émigrants par des organisations impartiales confirment que la quasi-totalité indiquent comme cause de leur départ du Portugal le désir d'épargner le plus rapidement possible.

La répression de l'émigration n'a conduit qu'à stimuler la clandestinité, avec tous les inconvénients juridiques, moraux et sociaux qui en résultaient. Et, en outre, elle opposait des obstacles au voyage des émigrants dans leur pays et à leur retour final.

L'amélioration des conditions de vie, ici, et la saturation que l'on constatera à l'extérieur de nos frontières réduiront l'émigration à des proportions normales. Ne serait-ce que parce que le travailleur est chez lui toujours *quelqu'un*; tandis qu'ailleurs, il est et ne sera toujours que l'instrument dont on se sert et l'étranger que l'on tolère.

Ce dont nous pouvons être certains c'est que l'implantation du régime souhaité par l'opposition démocratique serait, dans ce domaine, comme dans tous les autres, une catastrophe.

De nombreux individus indésirables reviendraient certainement dans notre pays: déserteurs qui, par lâcheté, ont fui le service militaire; agitateurs, qui, à l'étranger, passent leur vie à conspirer et à perpétrer des actes de terrorisme... En revanche, la désorganisation de la vie nationale et le chômage qui en résulteraient, non seulement n'inviteraient pas les hommes honnêtes à rentrer, mais encore entraîneraient une émigration encore plus grande.

Le peuple portugais assiste avec impatience à toutes les manoeuvres de la subversion: depuis l'étalage de l'immoralité qui fait de la pornographie un facteur répugnant de perversité, et de la consommation des drogues un procédé pour anéantir la jeunesse, en passant par la conversion du théâtre, du cinéma et de la littérature en instruments révolution-

naires, si souvent financés par des capitalistes dont je ne sais s'ils sont naïfs ou complices, jusqu'aux manifestations les plus bruyantes de la contestation: explosions de bombes ou sabotages qui visent à ébranler le moral de la population et à désorganiser la vie collective.

Sur ce point, Messieurs, nous ne devons avoir aucun doute: ce que le peuple portugais désire, c'est que les transformations par lesquelles doit passer notre société s'opèrent sans l'aliénation de ce qui constitue le patrimoine spirituel de la Nation portugaise et imprègne le caractère de ses enfants; que l'on ne perde pas de vue l'existence de valeurs intemporelles, dans l'ordre moral et dans l'ordre social, dont la destruction réduira l'homme à la condition d'être irrationnel, comme le fameux «singe nu»; que l'on n'oublie pas que le progrès matériel, s'il n'est pas accompagné du progrès moral, ne peut conduire à cet état d'évolution tant proclamé, où le super-homme assume toute la gloire de la création divine; et que soit évité le triomphe du matérialisme qui transforme les individus en de simples éléments d'une société massifiée où de prétendues lois naturelles imposent inexorablement leur norme tyrannique.

Le peuple portugais, le peuple avec lequel nous sommes en contact dans tout ce pays, et qui ne doit pas être confondu avec quelques prétendus intellectuels qui en parlent sans le connaître, sans l'aimer, et surtout sans le servir, le peuple portugais sait très bien ce qu'il veut: il veut que le Portugal continue. Et il sait aussi très bien ce qu'il ne veut pas: il ne veut pas voir son pays transformé en une colonie idéologique de quelque internationale plus ou moins rouge ou de grandes puissances impérialistes.

C'est pourquoi, la démocratie étant le gouvernement conforme à la volonté populaire, nous pratiquons la véritable démocratie. Par le suffrage, et de mille autres manières expressives, bien manifestes dans les contacts, aujourd'hui si faciles et si ouverts, qu'il entretient avec les gouvernants, le peuple portugais a constamment exprimé sa volonté inébranlable. C'est cette volonté que nous auscultons à chaque instant et que nous nous efforçons de satisfaire. La démocratie n'est pas le tumulte confus des bases, où sont répétés les slogans doctrinaires appris en hâte dans la littérature de propagande, pour donner l'impression que l'on commande *la coupole*. C'est l'auscultation permanente des besoins, des désirs, des aspirations populaires et la recherche des formules les plus efficaces pour résoudre de la meilleure manière ce qui est de l'intérêt du plus grand nombre.

Nous vivons une époque éminemment critique où le monde souffre de ce que nous pourrions appeler la maladie du dérèglement.

Les sociétés, dans leur vie intérieure comme dans les relations internationales, doivent observer certaines normes de comportement généralement admises; elles doivent respecter, par un consensus commun, des règles déterminées, définies par la raison en accord avec l'observation et l'expérience.

Or, que voyons-nous en ce moment?

Nous voyons que, sur le plan économique, l'on a perdu le contrôle du principal facteur de l'économie, qui est en même temps l'instrument fondamental pour mesurer les valeurs et procéder aux échanges; la monnaie. Le dérègle-

ment de l'économie se traduit par l'inflation universelle, avec tout le cortège d'inconvénients qu'entraîne la hausse généralisée des prix, soit à la production, soit dans le commerce, soit dans la vie des individus et dans l'équilibre des États. Mal qui ronge toutes les Nations, quels que soient leur régime et leur système, sans qu'il soit possible à aucune d'elles isolément de l'éliminer: seule la collaboration internationale pourra mettre un terme à ce grave déséquilibre.

Nous voyons que, sur le plan moral, sont mises en doute toutes les valeurs, les pratiques, les coutumes, les attitudes, les habitudes, les conventions établies depuis longtemps pour modérer les égoïsmes, freiner les instincts, dompter les vices, polir les manières, atténuer les frictions, rendre la conduite des hommes rationnelle et plus faciles les relations entre eux. Doute qui affecte même les valeurs qui, dans les sociétés traditionnellement religieuses, étaient vénérées, respectées et transmises comme fondées sur le message divin ou sur l'autorité d'une Église reposant sur la roche ferme contre laquelle venaient se briser toutes les tempêtes de l'Histoire.

Nous voyons que, sur le plan social, toute autorité est contestée — dans la famille, à l'école, dans la profession, dans la cité — et que des théoriciens zélés et des pédagogues empressés se hâtent d'aller chercher, dans le vieil arsenal des utopies et dans le bric-a-brac des systèmes, des formules libertaires d'éducation et de vie en commun déjà expérimentées et dont les nouvelles expériences prouveront une fois de plus qu'elles sont inadaptées aux réalités humaines.

Nous voyons que, dans des pays dits civilisés, il est permis aux travailleurs de professions dont dépend la

protection de la santé, de la vie, de la sécurité de l'ensemble des personnes, de mettre leurs intérêts, quelquefois réduits à d'insignifiantes revendications égoïstes, au-dessus des intérêts collectifs. Et, au nom de ces intérêts particuliers, abandonner les malades, sacrifier des vies et des biens, s'opposer à la circulation des marchandises et à l'approvisionnement des populations, multiplier les risques de sinistres... le tout au nom de la souveraineté syndicale qui ignore, rejette ou nie la suprématie de la solidarité humaine.

Nous voyons, sur le plan politique, que s'affrontent, en une bataille décisive, deux conceptions de vie: celle de l'État où l'on respecte ce qu'il y a d'essentiel dans la liberté de l'homme, c'est-à-dire son initiative et la possibilité qu'elle lui offre d'améliorer sa propre condition et d'acquérir et de disposer des biens matériels; et celle de l'État qui concentre et dirige tout, au moyen d'un réseau omniprésent et omnipotent de fonctionnaires, auquel sont soumis, bien que sous l'apparence d'une autonomie trompeuse, les individus, les communautés, les coopératives et les entreprises publiques. Je ne parle pas de l'anarchie, car cette exacerbation du libéralisme, étant une force puissante de négation et de destruction, ne parvient pas à être une formule de vie sociale, si intense que soit la fascination qu'exerce le rêve libertaire, enivrant comme une drogue, de jeunes, d'idéalistes et de romantiques.

Et, dans cette crise politique, les difficultés sont d'autant plus grandes qu'il est certain que s'est répandue en Europe une mentalité qui paralyse les moyens de défense du monde libéral. Les capitalistes eux-mêmes, les capitalistes surtout, ont peur de défendre l'ordre établi qui, bien ou mal,

les soutient. Personne ne veut être qualifié de «fasciste», nom sous lequel les communistes et leurs séides désignent tous ceux qui se mettent en travers de leur chemin. On a perdu les réflexes de défense; on dirait que l'on a même perdu l'instinct de conservation. En présence de l'attaque menée de front et en grande échelle par les forces de la Révolution, ce que l'on appelle l'Occident ne sait pas réagir et ne fait que balbutier des mots qui ont eu un sens au siècle dernier, et répéter des attitudes des temps pacifiques, complètement inefficaces pour la bataille à laquelle il est aujourd'hui défié.

Liberté? Sans doute. Mais, pour maintenir ce qui constitue l'essence d'une société personnaliste, pour conserver la dignité de l'homme comme centre des décisions et maître de ses destins, pour engager les individus à construire leur avenir de leurs propres mains — et non pas pour laisser la voie ouverte aux totalitarismes qui ne revendiquent les droits bourgeois que pour exterminer la bourgeoisie et instaurer l'odieuse dictature matérialiste qui, au nom d'un faux humanisme, réduit l'homme à la condition de simple producteur, dans une société mécanique soumise à un pouvoir despotique.

Personne, au sein de notre Gouvernement, n'a plaisir à limiter les libertés, et encore moins à les étouffer. Nous aimerions vivre en une société «permissive», où la solide éducation des individus leur inculquerait la maîtrise de soi-même, la compréhension intelligente de leurs droits et de leurs limitations, le respect des droits des autres, la vénération des bases essentielles de la vie en société, la re-

cherche équilibrée et raisonnable des voies du progrès collectif et du perfectionnement personnel.

Mais, malheureusement, ce n'est pas le cas. Et que l'on ne dise pas que ce n'est que dans notre pays que cela se produit, en raison de prétendues causes spécifiques de notre organisation sociale et de notre régime politique. Il suffit de regarder autour de nous dans le monde pour constater, comme je le rappelais il y a quelque temps encore, que les hommes se guident de moins en moins par la raison et sont de plus en plus en proie à une frénésie impatiente de changement et d'agitation, agissent sous l'impulsion de mobiles où prédominent l'égoïsme, l'instinct et l'émotion; et que ce comportement déréglé de minorités activistes — et ce sont ces minorités, nous pouvons en être certains, qui, si nous n'y prenons garde, orienteront, comme elles l'ont toujours fait, le cours de l'Histoire — donne origine à des méthodes de violence où les droits des autres sont bafoués, et foulés aux pieds les intérêts de la majorité.

On s'insurge contre l'autorité de l'État; on se prémunit contre les tendances totalitaires du pouvoir politique: mais aujourd'hui, le danger du totalitarisme réside dans ces mouvements extrémistes, soit parce que leur victoire représenterait fatalement le despotisme des triomphateurs, soit parce que, si on laissait développer la menace qu'ils représentent, peut un jour se produire une réaction désespérée, et, elle aussi, incontrôlée.

Nous représentons, nous, une position de centre, où l'on s'efforce, à chaque instant, de faire appel à la raison. Nous prétendons préserver la règle, dans une société qui

tend au dérèglement; défendre l'équilibre, en un moment où tout semble se déséquilibrer.

Position extrêmement difficile; beaucoup plus difficile qu'il ne semble; parce que ne manquent pas, à tous moments, les provocations et les défis.

Dans quelques mois vont avoir lieu des élections législatives. Elections dont nous souhaiterions qu'elles se déroulent dans un climat de sereine compétition d'idées et de personnes, pour trouver les meilleures formes de mettre à exécution les préceptes constitutionnels.

Mais ce que nous avons vu en d'autres occasions, c'est ce que l'on appelle le Parti Communiste Portugais, interdit depuis longtemps au Portugal, comme dans beaucoup d'autres pays, surgir toujours dans les campagnes électorales, afin de mettre à profit, comme dit son comité central, les formes légales et semi-légales d'action, facilitées par les circonstances, pour tenter de transformer ce qui devrait être un acte de simple exécution régulière de la Constitution Politique en une phase aiguë de préparation révolutionnaire. Ils l'ont proclamé, ils l'ont avoué, ils le préconisent une fois de plus.

Tout récemment, quelqu'un a déclaré à un journal étranger que la participation de l'opposition aux prochaines élections ne visait pas à obtenir des sièges à l'Assemblée Nationale, mais simplement à créer une «commotion» intérieure, à déclencher une crise ...

Et n'avons-nous pas vu certain chef politique prêcher à ses partisans, glosant une phrase prononcée dans les derniers temps de la monarchie, qu'il fallait forcer le Gouvernement «aux concessions qui l'affaibliraient inté-

rieurement ou aux violences qui le dégraderaient et le compromettraient devant l'opinion»? ...

On oublie qu'il existe une troisième option: continuer à maintenir clairement et fermement l'intention d'observer les lois, dans la lettre et dans l'esprit de la Constitution en vigueur; ne pas hésiter à défendre les droits de ceux qui se proposent de collaborer honnêtement à l'exécution des lois, et appliquer les sanctions prévues à ceux qui les enfreignent.

C'est l'emploi de la force contre la loi et ceux qui la représentent qui s'appelle violence. Mais la force au service du Droit, la force qui protège, préserve et conserve la société, la force qui agit sous un commandement légitimement instauré et mandaté, cette force n'est pas la violence. C'est la force sur laquelle s'appuie la défense de la vie, de la sécurité, de la tranquillité des citoyens, c'est la force sans laquelle la justice est impuissante; la force sans laquelle s'instaure l'anarchie et règnent les bandes irresponsables, les tchékas révolutionnaires, les oppressions tyranniques.

Ne confondons pas la violence déréglée du banditisme, du terrorisme ou de la subversion avec la force dont use l'autorité responsable, au nom de la loi et sur le fondement de la loi.

Quand il s'agit d'exécuter la loi, la loi électorale comme n'importe quelle autre, le pouvoir doit concéder toute la liberté, toute la compréhension, toute la collaboration nécessaires. Mais, si, au lieu d'observer la Constitution et la loi, on cherche à instaurer ou à préparer la révolution, à renforcer ou à généraliser les organismes et les doctrines révolutionnaires, alors, nous le disons, consciemment et en toute sérénité: non!

Et nous ne pouvons ignorer que, dans tous les documents de l'opposition qui ont été mis en circulation jusqu'à présent, est signalé comme premier objectif ce qu'ils appellent «la lutte contre la guerre coloniale». Et c'est à tel point que, dans les rangs de l'opposition, l'on ne constate qu'un seul désaccord: entre ceux qui préconisent la négociation avec les dénommés «mouvements de libération» et ceux qui, indignement, proclament qu'il faut livrer, immédiatement et sans conditions, les Provinces d'Outre-Mer aux terroristes!

En vérité, nous en sommes là!

Et c'est pour tout cela — la création de la «commotion intérieure», «l'instauration de la phase pré-révolutionnaire» la «lutte contre la guerre coloniale» — que l'opposition réclame les libertés fondamentales!

S'il est un gouvernement qui a la préoccupation de garantir les libertés fondamentales, c'est bien le mien. Les libertés fondamentales sont le droit à l'intégrité personnelle, au bon renom et à la réputation, le droit de travailler et le droit au produit du travail, le droit de professer une religion, le droit à l'intimité de la personne et du foyer, le droit à former une famille et à éduquer les enfants, le droit à l'initiative dans le choix d'une activité ou d'une profession, le droit d'avoir une opinion, le droit de posséder ce qui nous appartient et d'en disposer... ce sont là autant de libertés fondamentales qui, pour la plupart, n'existent pas dans les sociétés communistes ou communisées, et pour lesquelles nous nous battons contre les prétentions totalitaires. A côté de cela, il y a des droits instrumentaux, qui doivent être conditionnés par la réalisation de ce qui est essentiel.

Et ce qui m'étonne, c'est de voir, par les temps qui courent, alors qu'il est évident que, si le monde occidental ne se défend pas et continue attaché à de vieux concepts et à des préjugés, il sera victime de ses adversaires, qui n'ont pas autant de scrupules; alors qu'il est manifeste que nous devons nous acheminer dans le sens de l'État Social, où la défense de la personnalité sera réalisée par le sacrifice de certains individualismes exacerbés, au bénéfice de l'intérêt collectif — ce qui m'étonne, dis-je, c'est qu'en cette époque critique, nous voyons encore apparaître, corsetés dans leurs redingotes de 1820, les libéraux à tout prix!

Je l'ai dit, je l'ai répété et j'y insiste: si nous voulons sauver la liberté de l'homme, nous devons distinguer entre ce qu'il y a d'essentiel dans cette liberté et ce qui correspond à des formes accessoires et contingentes de sa réalisation sociale, qui devront être conditionnées, dans la mesure où les abus peuvent conduire à la destruction de ce qu'il importe de préserver.

Ouvrir la voie à la Révolution, en lui facilitant sans réserve tous les accès par lesquels elle puisse s'insérer dans les esprits avant de détruire les institutions, ne peut être que le fait de l'innocence ou de la complicité.

Les innocents, ce sont les ingénus qui, à défaut d'expérience ou de réflexion, fermant très souvent les yeux aux réalités les plus palpables, pensent que la liberté sans entraves, une inondation de liberté, peut tout sauver, tout laver, tout racheter.

Les complices, ce sont ceux qui, ayant déjà vendu leur âme au diable, mais sans l'avouer, conservent de vieilles éti-

quettes afin de pouvoir apporter plus facilement leur aide à la réalisation des projets révolutionnaires.

En ce qui me concerne personnellement, je me suis toujours considéré comme un libéral: mais je n'appartiens pas au nombre de ces innocents, et personne ne s'attend à ce que je m'aligne sur les complices!

Je pense à l'exemple de Kérénsky, en Russie, qui cependant, ne disposait pas encore de l'expérience de tant de leçons de l'histoire contemporaine; ou bien à Edouard Bénès, de Tchécoslovaquie; ou bien à Eduardo Frei, au Chili, et à tant d'autres motifs de méditation.

Mesdames, Messieurs:

Durant ces dernières journées, le Congrès a pu se pencher sur les problèmes vivants et réels de la Nation portugaise d'en-deçà et d'au-delà des mers.

Et je crois que de cette reflexion en commun se dégagent des motifs d'optimisme sain et justifié.

Ici sont venus des membres du Gouvernement dire ce que l'on fait et ce que l'on prépare, et écouter les opinions des autres. Ici, les congressistes ont pu éclaircir des doutes, obtenir des informations, formuler des critiques et des suggestions.

Et je crois que nous pouvons tirer de tout cela une conclusion, et le pays attentif peut tirer la même conclusion, à savoir: aucun secteur du Gouvernement n'est immobile.

Dans des conditions difficiles, pour ne pas dire souvent défavorables; en dépit du manque de personnel, de la guerre

en terres d'outre-mer, des résistances intérieures, de l'instabilité des prix, conséquence de l'inflation mondiale, en dépit de tout cela, nous travaillons sans défaillance, nous travaillons pour perfectionner ce qui était bon, pour réformer ce qui nous a semblé périmé, pour rectifier des erreurs, pour combler des lacunes ou des insuffisances.

Nous travaillons sans relâche, avec acharnement, avec enthousiasme, avec la volonté de servir.

Nous travaillons pour que notre territoire en Europe n'offre pas le spectacle d'une bande littorale active et de régions intérieures déprimées et dépeuplées. Nous devons donner une nouvelle vie aux zones rurales. A cet effet, nous nous sommes efforcés de stimuler l'activité municipale et de la renforcer par la fédération des municipalités; d'augmenter la commodité des populations, en leur facilitant la justice, moyennant la création de nouveaux tribunaux (au lieu d'adopter l'orientation technocratique de la concentration des circonscriptions judiciaires); de promouvoir l'accès à l'éducation par la création de nouvelles écoles primaires, préparatoires, secondaires et supérieures, qui viennent également enrichir les élites locales; de résoudre de plus grand nombre possible de problèmes, en matière d'électrification, d'approvisionnement en eau, de salubrité, de voirie, de communications, de transports et d'équipements sociaux; d'étudier la concession d'encouragements pour intensifier le développement économique de la province portugaise; d'améliorer l'assistance sanitaire préventive et curative; et surtout, d'appuyer les travailleurs ruraux de manière que la classe paysanne ne soit pas en retard par rapport aux autres

classes en matière de bénéfiques, de salaires, d'appui à la famille et de sécurité sociale.

Et, tandis que cette action dispersée et généralisée est menée à bonne fin, en un effort commun entre le Gouvernement, les autorités locales, les municipalités, les «juntas de freguesia» et les citoyens eux-même — pendant ce temps, dis-je sont pensés, planifiés, exécutés les grands projets que vous avez entendu énoncer ici et que le pays connaît; les grands projets qui, du nord au sud du territoire européen, et aussi en Angola, au Mozambique et dans toutes les provinces d'outre-mer, révèlent une capacité surprenante de réalisation et sont appelés à transformer en quelques années la physionomie de l'économie et de la vie sociale portugaises.

Moi-même, Messieurs, qui, en tant qu'animateur et coordinateur de l'effort de ce groupe d'hommes admirables qui m'ont fait l'honneur d'être mes collaborateurs au Gouvernement, vis, au jour le jour, tout ce qui est conçu et tout ce qui est réalisé, moi-même, en ce moment de réflexion, et considérant les faits et les perspectives créées, je suis surpris qu'il ait été possible de réaliser tant de choses au milieu de tant de difficultés et de tant d'obstacles.

Et si nous avons pu déjà énumérer ici quelques chiffres qui montrent que nous avons, une fois de plus, franchi le cap des tempêtes, qu'il nous est maintenant licite d'appeler de bonne espérance, je crois qu'il n'est pas téméraire d'envisager l'avenir avec un optimisme confiant.

L'optimisme ne signifie pas la méconnaissance des difficultés. Il ne signifie pas fermer les yeux et ignorer les résis-

tances, les déceptions, les oppositions, les revers, les luttes qu'il faudra livrer pour atteindre les objectifs souhaités.

Non. Parce que rien de grand ne peut être fait sans efforts, sans sacrifice et sans douleur. Mais mon optimisme vient de la certitude que si le peuple portugais ne se laisse pas empoisonner par les éléments dissolvants de son énergie et de sa volonté, s'il se maintient fidèle à sa tradition, à sa fermeté de caractère et à son âme, s'il conserve l'esprit d'unité et l'alliance vigoureuse avec les gouvernants, sous le signe d'une confiance mutuelle, d'entente réciproque et d'interpénétration constante, alors, Messieurs, le Portugal vaincra.

Il vaincra les ennemis extérieurs; il vaincra les crises intérieures; il vaincra les tentations de découragement, de renoncement, d'apathie, d'aboulie ou de révolte; mais il vaincra aussi la pauvreté, l'ignorance, la routine, de telle sorte que les Portugais puissent lui être de plus en plus attachés et le chérir toujours comme leur Patrie bien-aimée.

Imprimé sur les presses des  
«Oficinas Gráficas da C. N. E.»  
Lisbonne — Juin de 1973



NB



\*EFG0000513029\*



S.N.